

Demotte refuse le plan Francken

■ Au MR, on s'étonne de la réaction du bourgmestre empêché de Tournai, qui refuse d'accueillir 450 réfugiés.

Le ministre-Président de la Fédération Wallonie-Bruxelles et bourgmestre empêché de Tournai, le PS Rudy Demotte, a rejoint de manière tranchée, vendredi, la position de son bourgmestre faisant fonction en refusant d'accueillir les réfugiés que le secrétaire d'Etat à l'Asile et à la Migration, Theo Francken (N-VA), souhaite héberger dans les bâtiments de la caserne Saint-Jean à Tournai. *"J'ai appris avec consternation que le secrétaire d'Etat Francken voulait concentrer à Tournai entre 400 et 700 candidats réfugiés politiques, ce qui revient à ghettoïser des poches entières de populations au statut précaire. En tant que socialiste, je ne peux l'accepter. Je l'accepte d'autant moins que Tournai ne connaît pas des indices socio-économiques très favorables. Son CPAS doit déjà faire face à une précarisation importante."*

Le Tournaisien va même plus loin en accusant le fédéral de vouloir mettre à mal sa ville. *"Qu'on ne vienne pas me dire que cette situation est liée à l'occupation de la caserne Saint-Jean: la Ville de Tournai a manifesté son intérêt pour ces bâtiments depuis longtemps. Sans aucune réponse*

du fédéral, propriétaire. Etait-ce déjà un agenda caché? Je veux que Tournai soit une ville d'accueil pour la détresse dans la limite de ses moyens. Je vois dans l'attitude du gouvernement fédéral (MR et consorts) un calcul politique et peut-être même une volonté implicite de mettre à mal la vie de notre cité", explique-t-il encore.

Une absence de stratégie

Enfin, il dénonce une absence de stratégie du gouvernement fédéral dans ce dossier: *"Quand j'étais membre du gouvernement fédéral, j'ai tou-*

"Le PS est frappé du syndrome de NIMBY qui l'empêche d'agir avec humanité."

OLIVIER CHASTEL
Président du MR.

jours plaidé – en tant que progressiste – pour un accueil de qualité pour les réfugiés en détresse, ce qui suppose une vision et une stratégie claires pour leur intégration. J'ai défendu alors une logique de partage de l'accueil, basée sur un équilibre géographique et socio-économique. Ainsi, je trouverais équitable que les communes plus riches fassent un effort plus conséquent. Je ne vois a priori aucune stratégie

inspirée de ces valeurs dans le plan", conclut-il. Du côté du MR, le président Olivier Chastel ne comprend pas la réaction de Rudy Demotte: *"Il est particulier de voir le PS, se prétendant être le grand défenseur de la solidarité, s'opposer à une telle mesure... Manifestement, quand c'est dans son propre jardin, le PS est frappé du syndrome de NIMBY qui l'empêche d'agir avec humanité pour le bien collectif. Le libéralisme s'oppose à nouveau au conservatisme socialiste."*

S.Ta.